

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 20 mars 2017

Chancellerie d'Etat

5 2016.RRGR.882 Motion 181-2016 Vanoni (Zollikofen, Les Verts) Survie du Forum politique de la Tour des Prisons Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	181-2016
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	12.09.2016
Déposée par:	Vanoni (Zollikofen, Les Verts) (porte-parole) Wüthrich (Huttwil, PS) Kohler (Spiegel b. Bern, PLR) Kohli (Berne, PBD) Streit-Stettler (Berne, PEV) Grimm (Berthoud, pvl) Beutler (Gwatt, UDF) Rufener (Langenthal, UDC)
Cosignataires:	13
N° d'ACE: 61/2017	du 25 janvier 2017
Direction:	Chancellerie d'Etat

Survie du Forum politique de la Tour des Prisons

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants:

1. Entreprendre les démarches nécessaires pour que le canton s'associe au nouvel organisme qui devrait reprendre la responsabilité du Forum politique et soutenir les efforts menés actuellement par la Ville et la Bourgeoisie de Berne ainsi que les milieux ecclésiastiques en vue de créer une fondation.
2. Prévoir une aide financière adéquate à partir de 2018 pour cette institution originale installée à la Tour des prisons, un immeuble propriété du canton (sous forme p. ex. de remise de loyer ou de subvention d'exploitation annuelle).
3. Associer la société civile à l'organisme responsable et favoriser l'exploitation du Forum politique (en créant p. ex. un comité de patronage composé d'organisations et de particuliers ou en envoyant une délégation dans un conseil consultatif).

Développement:

En adoptant à l'unanimité le 14 mars dernier la motion urgente 015-2016 qu'avaient cosignée tous les groupes parlementaires, le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif de « prendre position, dans le cadre de la procédure de consultation fédérale concernant le programme de stabilisation pour les années 2017 à 2019, en faveur du maintien du Forum politique de la Confédération ». Avant même cette décision, le Conseil-exécutif avait affirmé que cette institution « sert d'image de marque au centre politique qu'est Berne et à la Région capitale Suisse et sert en particulier à diffuser des connaissances politiques dans le contexte national ». Il s'était prononcé contre la fermeture de ce centre unique d'information, d'exposition et de manifestation.

La Ville de Berne, la Région capitale Suisse et 30 autres organisations se sont ensuite associées au Conseil-exécutif et au Grand Conseil pour s'opposer à la décision de la Confédération. Une pétition a récolté quelque 5000 signatures en très peu de temps. A la suite de quoi le Conseil fédéral s'est déclaré disposé à prolonger l'exploitation du Forum politique jusqu'à fin 2017, le temps qu'un nouvel organisme responsable se mette en place et trouve des solutions pour le financement.

Entre-temps, la Ville et la Bourgeoisie de Berne ainsi que d'autres milieux se sont attelés à la création d'une fondation qui endossera la responsabilité du Forum politique, si possible avec la participation du canton. Le conseiller aux Etats bernois Hans Stöckli et le conseiller national soleurois Kurt Fluri ont déposé deux interventions, que les Commissions des institutions politiques

du Conseil des Etats et du Conseil national ont reprises à leur compte les 25 août et 1^{er} septembre 2016 respectivement¹. Ces deux textes demandent au Conseil fédéral de conclure un contrat de prestations pour participer au financement du Forum politique à partir de 2018 et de débloquer pour ce faire 400 000 francs par an. Cette subvention fédérale et les contributions annuelles de 150 000 francs versées par les fondateurs permettraient de garantir le financement de l'institution.

Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil du canton de Berne doivent se joindre aux efforts déployés au niveau fédéral et au sein de la Région capitale Suisse et promettre rapidement leur soutien à la fondation en cours de création. Propriétaire et bailleur des locaux de la Tour des Prisons, notre canton a une responsabilité particulière dans la survie du Forum politique et la pérennité des investissements de ces 15 dernières années, financés principalement par les deniers publics. Il pourrait contribuer de manière décisive au sauvetage de l'institution en renonçant au loyer ou en versant une modeste contribution. En s'associant à la Fondation et en participant au financement, le canton se donnerait aussi l'occasion de mettre en œuvre le chiffre 3a de la motion 015-2016, que le Grand Conseil a adopté sous forme de postulat sur proposition du Conseil-exécutif. Ce chiffre chargeait le Conseil-exécutif d'« examiner la possibilité pour le canton, de pouvoir aussi présenter ses institutions politiques au Forum politique ».

En s'associant au sauvetage du Forum politique, le canton de Berne contribue également à tirer les leçons du rapport publié en juin par le Conseil fédéral à la demande des Chambres fédérales sur l'éducation civique au secondaire II². L'étude de l'institut de sciences politiques de l'Université de Berne, qui fonde ce rapport, a montré que « les autorités ne s'intéressent pas ou que trop peu à l'éducation à la citoyenneté » et que la « volonté politique [...] d'intensification de l'éducation à la citoyenneté est limitée ». C'est notamment ce que disent des enseignants et enseignantes de gymnase et d'école professionnelle interrogés dans le cadre de l'étude.

L'étude a surtout montré que l'enseignement se limite trop à une simple transmission des connaissances et que « d'importantes composantes d'une formation préparant efficacement à la mobilisation politique ultérieure [...] sont peu présentes (comme l'éveil de l'intérêt pour la vie politique ou la pratique expérimentale de la participation démocratique à l'école) ». Le Forum politique, où des centaines de classes se sont rendues au fil des années, est un des outils permettant de combler ces lacunes et il pourrait être mieux utilisé à cet égard. L'esprit participatif qui est celui de l'institution pourrait encore être renforcé par l'intégration de la société civile à la fondation.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose en la matière d'une assez large marge de manœuvre s'agissant du degré de réalisation des objectifs ainsi que des moyens à mettre en œuvre et autres modalités de réalisation du mandat et c'est lui qui décide en dernier ressort.

Point 1:

Dans une lettre qu'il a adressée au Conseil communal de la Ville de Berne le 21 septembre 2016, le Conseil-exécutif s'est dit prêt à participer à son coût à hauteur de 150 000 francs par an afin que le Forum politique de la Tour des Prisons puisse être maintenu. Il émet toutefois une condition, à savoir que les Chambres fédérales approuvent la subvention fédérale annuelle de 400 000 francs, et que les autres acteurs contribuent également.³ Le canton de Berne a fait part à la Députation bernoise aux Chambres fédérales de son intérêt pour le maintien du Forum politique à plusieurs reprises, notamment dans une lettre commune avec la Ville de Berne et la commune bourgeoise de Berne. La Région capitale Suisse a elle aussi plaidé en faveur d'une participation de la Confédération au nouvel organisme responsable du Forum politique de la Tour des Prisons auprès des membres du Conseil national et du Conseil aux Etats. Le premier point de la motion est donc déjà réalisé. Le Conseil-exécutif propose donc au Grand Conseil d'adopter le point 1 de la motion et de le classer.

Points 2 et 3:

¹ Motion CIP-CN, voir <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20163633>

Motion CIP-CE, voir <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20163627>

² Enseignement de l'éducation à la citoyenneté dans la formation générale du secondaire II: Bilan. Rapport du Conseil fédéral en exécution du postulat 13.3751 Josiane Aubert / L'éducation à la citoyenneté au secondaire II: bilan. Rapport d'expertise demandé par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

Voir <https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-62436.html>

³ ACE 1058/2016, cf. Informations brèves du Conseil-exécutif du 22.9.2016.

En ce qui concerne l'« aide financière adéquate à partir de 2018 pour cette institution originale installée à la Tour des prisons » demandée au deuxième point de la motion, il convient de noter que le Conseil de ville bernois et le grand conseil de la commune bourgeoise de Berne ont chacun adopté un crédit de 600 000 francs pour les années 2018 à 2021, les 1^{er} et 12 décembre 2016 respectivement. Ces crédits viennent s'ajouter à la volonté affichée par écrit par le canton vis-à-vis de la Ville de Berne de participer aux coûts de la poursuite de l'exploitation du Forum. Le canton, la Ville et la commune bourgeoise ont donné leur accord à condition que la Confédération et éventuellement d'autres institutions contribuent également à exercer la responsabilité de la fondation prévue à partir de 2018.

Les Chambres fédérales ayant refusé, le 14 décembre 2016, que la Confédération participe financièrement à la fondation à naître, la donne a changé. En effet, toutes les parties jusque-là impliquées dans le sauvetage de la Tour des Prisons – canton, Ville et commune bourgeoise – avaient assorti l'assurance de leur soutien financier à la condition que la Confédération participe elle aussi au Forum politique.

Le bail à loyer de la Confédération expire le 30 septembre 2021. Comme le chef de Département fédéral compétent a laissé entrevoir, après le non des Chambres fédérales, la possibilité de mettre gratuitement la Tour des Prisons à disposition d'une éventuelle organisation succédant à la précédente jusqu'en 2021, le canton, la Ville et la commune bourgeoise ont la possibilité d'élaborer une solution durable et acceptable pour le maintien du Forum politique. Le Conseil-exécutif est prêt à participer au financement d'une solution transitoire jusqu'en 2021 jusqu'à concurrence du montant annoncé à l'origine pour la solution transitoire prévue, dans la mesure où la Ville et la commune bourgeoise apportent leur contribution et que la Confédération supporte le loyer. Parallèlement à cela, il serait prêt à rechercher une solution plus durable et, en cas de large soutien, à participer à la poursuite du financement. Il est prévu – comme demandé au point 3 de la motion – d'associer la société civile à l'élaboration du projet afin que cofinancement du Forum politique par des tiers soit également étudié.

Même pour une solution à plus long terme, le Conseil-exécutif pourrait tout au plus envisager une participation du canton de l'ordre de 150 000 francs par an, comme il l'a déjà assuré sous certaines conditions à la session de septembre. Trop de questions étant encore en suspens, il n'est actuellement pas possible de déterminer la forme que prendra ce soutien. Face à toutes ces incertitudes, le Conseil-exécutif demande d'adopter les points 2 et 3 de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: Adoption sous forme de postulat et classement

Chiffre 2: Adoption sous forme de postulat

Chiffre 3: Adoption sous forme de postulat

Le président. Beim nächsten Geschäft, Traktandum 5, handelt es sich um eine Richtlinienmotion, nicht um eine parlamentarische Initiative. Daher führen wir eine reduzierte Debatte, und auch der Motionär hat nur zwei Minuten Redezeit zur Verfügung.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ziemlich genau vor einem Jahr haben wir mit 145 Stimmen ohne Gegenstimmen einer Motion zugestimmt, deren Ziel es war, das Politforum Käfigturm als einmaliges politisches Informations-, Ausstellungs- und Versammlungszentrum zu erhalten. Leider hat dieses einstimmige Signal den Bund nicht davon abgehalten, aus der Trägerschaft und der Finanzierung aussteigen zu wollen. Aber immerhin haben die Motion und auch andere Diskussionen dazu geführt, dass der Bund Zeit zur Bildung einer neuen Trägerschaft gewährte. Und genau da setzt nun diese neue Motion an, die von Kolleginnen und Kollegen aus allen Fraktionen hier im Rat mitgetragen wird.

Der Regierungsrat ist bereit, diese Motion als Postulat entgegenzunehmen. Er ist insbesondere bereit, einen angemessenen finanziellen Beitrag zur Erhaltung des Politforums zu leisten. Wir anerkennen, dass der Regierungsrat damit im Vergleich zur ersten Politforum-Motion einen grossen Schritt gemacht hat. Wir möchten auch danken für die bereits unternommenen Bemühungen für den Aufbau einer neuen Trägerschaft. Da ist vor allem auch die Stadt beteiligt. Von Stadtseite steht in Aussicht, dass sie ihren finanziellen Einsatz in den nächsten vier Jahren gegenüber den ursprünglichen Absichten sogar verdoppeln will. Es gibt also guten Grund zur Hoffnung, dass die Rettung des Politforums auf guten Wegen ist. Aus dieser Sicht könnte man eigentlich mit den

Anträgen des Regierungsrats zufrieden sein. Aber: Ein Postulat ist gut, eine Motion ist besser. Denn die Trägerschaft ist noch nicht gegründet. Die Bemühungen, die in Gange sind, verdienen ein starkes Zeichen der Unterstützung, einen klaren Auftrag an den Regierungsrat. Und es geht eigentlich auch um einen klaren Wink an die Adresse des Bundes, dass er sich nicht aus der Verantwortung stehlen sollte. Ich werde aber gerne der Diskussion zuhören und am Ende entscheiden, ob wir wandeln oder an der Motion festhalten wollen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Die Beratung dieses Geschäfts in der glp-Fraktion war fast ein wenig wie die Schlüsselstelle in «Fiddler on the Roof», in der Tevye im Selbstgespräch herauszufinden versucht, ob er seiner Tochter das Heiraten erlauben soll. Er beginnt dort beinahe jeden Satz mit «Einerseits» oder «Andererseits». Einerseits ist das Politforum sicher eine gute Institution. Andererseits nimmt die Bekanntheit dieses Forums fast im Quadrat ab, je weiter weg jemand von Bern zu Hause ist. Einerseits ist der Betrag, um den es geht, nicht gross. Andererseits muss man sich halt schon fragen, ob man etwas unterstützen will, wenn man gleichzeitig Sparpakete schnürt. Einerseits ist dieser Betrag für das Forum zwar existenziell. Andererseits würde unser Staatswesen wohl nicht gerade untergehen, wenn es dieses Forum nicht mehr gäbe. Einerseits handelt es sich hier also um etwas, das «nice to have», andererseits aber kein «must have» ist. Einerseits wäre es schön, wenn wir hier einmal eine einheitliche Meinung vertreten könnten, sodass wir auch einmal als stromlinienförmige Partei in der Zeitung erscheinen würden. Andererseits ist dieses Geschäft für uns zu wenig strategisch, als dass wir hier mehr Zeit aufwenden möchten. Die glp-Fraktion hat deshalb Stimmfreigabe beschlossen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). In der SP herrscht auch nicht immer Einstimmigkeit, obwohl man dies zumindest in Deutschland manchmal meinen könnte, wie wir am Wochenende sehen konnten. Zum Geschäft. Die Motionsantwort der Regierung finden wir sehr gut. Wir danken der Regierung für die Offenheit, das Engagement, und alles, was bereits durch Regierungsrat und Kantonsverwaltung für die Rettung des Käfigturm Forums unternommen wurde. Das finden wir sehr gut, und dafür danken wir. Wir stellen fest, dass der Bund offenbar bereit ist, bis am 30. September 2021 den Mietzins weiterhin zu bezahlen, und er eine Nachfolgeträgerschaft unterstützen möchte. Dies erlaubt es uns nun – Bund, Stadt und allen anderen interessierten Trägerschaftsorganisationen –, dabei mitzuhelfen, dem Käfigturm Forum eine Zukunft zu ermöglichen. Deshalb unterstützen wir alle drei Punkte als Motion. Der Regierungsrat schlägt vor, den Vorstoss als Postulat anzunehmen und Punkt 1 abzuschreiben. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist der Meinung, man könnte alle drei Punkte als Motion überweisen. Es käme wahrscheinlich auf dasselbe hinaus, sofern das, was der Regierungsrat in der Antwort schreibt, auch wirklich stimmt.

Noch ein Vergleich: Ich habe vorhin bereits Deutschland angesprochen. In Freiburg in Deutschland habe ich die Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg gesehen. Dort wird unter dem Motto «Politik lernen – Demokratie leben» auch eine Zentrale unterhalten, mit der man versucht, die politische Bildung innerhalb der Gesellschaft zu fördern. Ich glaube, in der Stadt Bern als Bundeshauptstadt hat das Politforum Käfigturm wirklich eine Daseinsberechtigung um genau in diese Richtung zu stossen: Politik lernen – Demokratie leben. Es ist eine einmalige Institution, auch wenn sie nicht im ganzen Kantonsgebiet so bekannt ist, wie sie es eigentlich sein sollte. Deshalb wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion alle drei Punkte als Motion unterstützen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich kann es kurz machen: Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen. Dies vor allem, wenn wir sehen, wer sich alles am Politforum beteiligen will und wie sehr sich die Stadt Bern ins Zeug gelegt hat, um die verschiedenen Finanzträger zusammenzubringen. Tendenziell wird die EVP der Regierung folgen, weil sie der Meinung ist, dass zwischen Richtlinienmotion und Postulat kein grosser Unterschied besteht.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Der Motionär hat es gesagt: Bereits vor einem Jahr haben wir über einen entsprechenden Vorstoss befunden und ihn mit 145 Stimmen ohne Gegenstimmen bei einer Enthaltung angenommen. Das taten wir aber auch nur deshalb, weil dessen Ziffer 3 Buchstabe b zurückgezogen wurde, in dem es darum ging, den Mietzinserlass ebenfalls in diesen Vorstoss hineinzupacken. Die Regierung hat damals ebenfalls so votiert, dass dieser Mietzinserlass für sie nicht tragbar sei und deshalb abgelehnt werden müsse. Es ist daher etwas seltsam, dass die Regierung entgegen ihrer Haltung, die sie damals im März beim Entscheid, beziehungsweise in der Beantwortung des Vorstosses, ausdrückte, nur sechs Monate später einem Beitrag zustimmte, der

ziemlich exakt in der Höhe dieses jährlichen Mietzinses liegt. Dies zwar in Abhängigkeit davon, dass sich der Bund in Zukunft ebenfalls beteiligt. Wir haben zudem gehört, dass sich der Bund nicht mehr an den Betriebskosten beteiligen, sondern nur noch den Mietzins tragen wird; so lange, wie dies vertraglich festgelegt ist. Die SVP ist nicht gegen eine Vermittlungsfunktion der Regierung im Zusammenhang mit der Trägerschaftsfindung für das Politforum Käfigturm. Sie wehrt sich aber, finanzielle Verpflichtungen aufzunehmen, die eigentlich Bundessache sind und notabene im Bereich von Wunschbedarf liegen. Kollege Zaugg hat auch etwas in dieser Richtung angetönt. Wir stimmen dem Vorstoss grossmehrheitlich zu, wie von der Regierung vorgeschlagen. Aber alle weitergehenden Forderungen in Motionsform lehnen wir klar ab.

Vania Kohli, Berne (PBD). Es geht hier um eine Zwischenlösung oder Zwischennutzung des Politforums Käfigturm, und zwar auf dem Weg zu einer definitiven Lösungsfindung. Die BDP-Fraktion findet die Institution Politforum unterstützenswert, und dies für den ganzen Kanton Bern. Die Phase, die nun bevorsteht, dient der Findung einer Trägerschaft und einer nachhaltigen Finanzierung, und dies ist wichtig. Die BDP-Fraktion unterstützt aus diesem Grund den Vorstoss als Motion, würde ihn aber selbstverständlich auch als Postulat unterstützen, sollte er gewandelt werden.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Die klare Mehrheit der FDP-Fraktion unterstützt eine angemessene finanzielle Beteiligung des Kantons Bern am Politforum Käfigturm. Dies insbesondere in Würdigung der Tatsache, dass Bern bekanntlich das politische Zentrum der gesamten Schweiz ist. Aus dieser Sicht sehen wir eine klare Verpflichtung, dass sich der Kanton partnerschaftlich mit der Stadt Bern und der Burgergemeinde Bern an dieser Institution angemessen beteiligt. Wir haben deshalb mehrheitlich beschlossen, den Vorstoss sowohl als Postulat wie auch als Motion zu unterstützen.

Christoph Auer, chancelier. Ich kann mit Genugtuung feststellen, dass der Vorstoss grossmehrheitlich unterstützt wird. Der Grosse Rat teilt mehrheitlich die Haltung des Regierungsrats, wonach dieses Politforum eine wichtige und gute Sache ist, und man einen Weg finden muss, um sie erhalten zu können.

Ich möchte noch etwas zum Votum von Grossrat Ueli Augstburger sagen. Er hat darauf hingewiesen, der Regierungsrat sei da etwas Slalom gefahren, denn er hatte ursprünglich eine Beteiligung abgelehnt, kurz darauf aber 150 000 Franken in Aussicht gestellt. In der Tat hat dieses Geschäft sich im Laufe der Zeit ja entwickelt. Als der Bundesrat erstmals seine Sparvorschläge im Stabilisierungsprogramm vorgeschlagen hatte, war es die klare Meinung der Regierung und auch des Parlaments, es könne nicht angehen, dass der Bund auf Kosten von Kanton und Gemeinden spart, sich einfach aus der Verantwortung nimmt und alles Weitere dem Kanton und den Gemeinden überlässt. Deshalb war man damals auch ganz klar nicht bereit, den Mietzins zu erlassen. Die Entscheidungsfindung beim Bund hat sich dann entwickelt, und es sah eine Weile lang gut aus, weil auch die parlamentarischen Kommissionen des Bundesrats diese Beteiligung des Bundes unterstützten. Dabei merkte man aber, dass es nur funktionieren wird, wenn der Kanton ein Zeichen setzt und sagt, er beteilige sich ebenfalls. Ansonsten würde die Bundesbeteiligung bachab gehen. Deshalb hat der Kanton seine Haltung dann gewechselt. Die Regierung sagte, sie könne sich vorstellen, sich mit einem jährlichen Betrag in der Grössenordnung von 150 000 Franken zu beteiligen, wenn der Bund den grösseren Teil, die 400 000 Franken, übernehme. Das war der Grund für diesen Meinungsumschwung; er fand statt, um das Ganze zu retten und den Bund an Bord zu behalten. Leider ist dies nicht gelungen. Sie kennen die Geschichte. Das Bundesparlament hat beschlossen, das Politforum nicht weiter zu betreiben, und der Bund wird somit definitiv aussteigen.

Wir suchen jetzt eine Anschlusslösung und sind mit der Stadt Bern und der Burgergemeinde im Gespräch über eine Verbundlösung. Der Regierungsrat beantragt Ihnen deshalb lediglich Annahme als Postulat, weil im Moment noch einiges unklar ist. Zudem galt für den Regierungsrat immer die Voraussetzung, der Kanton sollte nur dann mitmachen, wenn es wirklich eine tragfähige Lösung gibt, die auch auf längere Sicht gesichert ist. Das ist eigentlich Bedingung, damit wir mitmachen. Und in dieser Hinsicht muss noch einiges geprüft werden. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat die Überweisung nur als Postulat. Ich gebe aber der Vorrednerin der EVP Recht, dass der Unterschied zwischen Richtlinienmotion und Postulat nicht riesengross ist. Insofern könnte der Regierungsrat auch mit einer Überweisung als Richtlinienmotion leben.

Le président. Herr Grossrat Vanoni, möchten Sie den Vorstoss wandeln? – Das ist der Fall, dann dürfen Sie sich noch einmal äussern.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich habe versucht auszurechnen, wie die Fraktionen die einerseits, andererseits, mit Stimmenthaltung, tendenziell für oder gegen etwas sind, denn wohl stimmen werden. Ich bin zum Schluss gekommen, dass ich das Risiko nicht eingehen möchte, dass eine Motion hier keine Mehrheit findet. Deshalb bin ich – hoffentlich auch im Namen der sieben Miturheberinnen und Miturheber des Vorstosses – bereit, in ein Postulat zu wandeln und dem Antrag der Regierung zu folgen.

Le président. Heisst dies, Sie sind auch einverstanden mit der von der Regierung beantragten Abschreibung?

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ja.

Le président. Ich wiederhole, was die Regierung beantragt: Ziffern 1 bis 3 Annahme als Postulat und Abschreibung von Ziffer 1. Möchte jemand ziffernweise abstimmen, und ist die Abschreibung von Ziffer 1 bestritten? – Das ist nicht der Fall, demnach führe ich nur eine Abstimmung durch. Wir befinden in einer Abstimmung über den Antrag der Regierung. Wer diesem folgen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (proposition du Conseil-exécutif; ch. 1–3 adoption sous forme de postulat, ch. 1 classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption conformément à la proposition du Conseil-exécutif

Oui 136

Non 4

Abstentions 0

Le président. Sie haben den Vorstoss gemäss Antrag der Regierung überwiesen.